



Bureau national du

19 février 2014.

Extraits du rapport

La France serait trop administrée, l'emploi trop encadré, les droits trop nombreux, il faut donc créer un « choc de simplification ».

Il s'agit de permettre aux patrons d'avoir les mains libres pour exploiter les travailleurs sans aucune contrainte. **Derrière ce "choc de simplification", il y a donc toute une série de mesures consistant à permettre au capital de se développer sans contrainte.**

Le « pacte de responsabilité », c'est le volet « baisse du coût du travail », 35 milliards de cadeaux par la suppression des cotisations de la branche famille sous l'habillage d'une « responsabilité partagée » dont on sait que c'est du vent. Le Medef a d'ailleurs refusé immédiatement toute contrepartie aux cadeaux que lui offre le pouvoir. C'était déjà la même chose avec les 20 milliards de crédits d'impôt compétitivité emploi.

Les assises de la fiscalité, voulues par tous, politique et centrales syndicales, consistent également à baisser les impôts que les entreprises paient aux collectivités locales et les impôts sur les résultats financiers.

le terrain est bien préparé : suppression des contraintes administratives, baisse du « coût du travail », baisse des impôts des entreprises, c'est ce que demandent les multinationales, c'est ce que Hollande leur a cédé lors du « conseil stratégique d'attractivité » (grands patrons et gouvernement) qu'il a réuni le 17 février et qu'il réunira tous les six mois pour permettre aux multinationales de vérifier qu'il tient parole et qu'elles peuvent venir s'installer en France pour prendre leur part de gâteau.

La rencontre entre Gattaz et Ulrich Grillo (le président du Medef allemand) est éloquente. (Les Échos du 18 février). Ulrich Grillo déclare en accord avec Gattaz que « l'avenir de l'Europe se joue au niveau de la concurrence mondiale » et que « dans cette optique, il faut resserrer les chaînes de valeur franco-allemandes ». On voit de quelles valeurs il s'agit ! Et pour illustrer son propos, il précise « entre 2005 et 2012, le coût unitaire des salaires a augmenté de 8 % en Allemagne et de 15 % en France, le problème, il est là ». Et Gattaz ajoute concernant la fiscalité : "aujourd'hui, en France c'est une arme de destruction massive. Elle est totalement

inversée par rapport à nos voisins. Nous taxons faiblement la consommation, en revanche le travail est lourdement taxé et le capital encore plus. Cela m'effraie ! » Ce qui fait dire à Ulrich Grillo « je pense que la convergence en matière fiscale et sociale serait une bonne chose. En Allemagne le poids des charges a été réduit à partir de 2003, mais ce qui a été encore plus important que la réduction des charges et les dépenses publiques, c'est le dialogue social... » Et pour finir : « embaucher et débaucher du personnel est trop compliqué en France ».

Tout est dit, on ne peut être plus complet dans la démonstration sur la politique que Hollande applique : baisse du « coût du travail », fiscalité, droit du travail, dépense publique, dialogue social. Tout cela est dicté par les représentants des multinationales qui dirigent de manière de plus en plus claire la politique des pays qui constituent l'Europe.

La France et l'Allemagne de par leur puissance économique sont à la pointe du développement du capitalisme en Europe.

Hollande prépare un plan d'économies sans précédent pour 2015 – 2017.

Les dépenses d'assurance-maladie représentent 185 milliards par an, c'est donc une cible privilégiée pour le pouvoir qui prévoit une baisse de ces dépenses régulières par la poursuite de la restructuration des hôpitaux, la chasse aux « fraudeurs », etc.... Rappelons que tous les ans, l'application du plan d'économies de l'assurance-maladie atteint 2,5 milliards d'euros, il est question de l'augmenter de 700 millions supplémentaires.

Éducation, recherche, services publics, tout doit être source de profit, et maîtrisé par les multinationales.

Les nations sont soumises à la seule loi du profit, les acquis sociaux sont détruits, la nation, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes n'existe pratiquement plus.

Le capitalisme européen, pour accélérer son développement, va créer une « gouvernance économique » avec l'aide des états, et une organisation de « défense commune ». Maîtrise de l'économie, armement, ce sont les deux piliers du capital pour son développement et la défense de ses profits.

Cette aggravation continuelle des conditions de vie et de travail des travailleurs et du peuple, n'est contestée par personne.

L'UMP fait de la surenchère dans les décisions prises et demande 130 milliards "d'économie sur la dépense publique".

Le Front National muscle son discours pour surfer sur le mécontentement.

Le front de gauche est englué dans ses désaccords concernant les élections municipales. Mélenchon et Besancenot proposent une manifestation après les municipales, mi-avril, pour faire face à l'extrême droite, vaste programme ! Le parti communiste français est d'accord. Le fond même de la politique actuelle n'est contesté par personne.

Du côté des syndicats, les centrales sont sur la même ligne : cogestion des mesures prises. La CFDT continue à se distinguer, elle tient à jouer les premiers rôles dans la compromission avec le MEDEF et le pouvoir. La CGT a plus de mal, les syndicats d'entreprises, même s'ils sont

soumis à une forte pression de la part de la centrale, luttent et résistent autant que faire se peut.

Toute sa campagne actuelle sur le « coût du capital » consiste à convaincre les travailleurs que c'est le coût du capital qui pose problème, pas le capital lui-même. Le système serait donc aménageable, il suffit de le revendiquer. Thierry Lepaon qui se répand dans les médias, tente d'entraîner les travailleurs dans une impasse. Concernant le pacte de responsabilité, il dit « il est rentré dans les mœurs, même FO ne le conteste pas ». La suppression des cotisations de la branche famille ne l'émeut pas. Avec les autres centrales, il attend des "contreparties" qui viendraient du MEDEF.

Les travailleurs luttent avec leurs organisations de base. Ils voient de plus en plus l'écart qui existe entre leur volonté de lutter pour leurs revendications et les décisions prises par les dirigeants des centrales syndicales.

Cela fait plusieurs fois que Thierry Lepaon est obligé de reculer face au comité confédéral national, cela fait plusieurs fois que des syndicats CFDT refusent les décisions de patrons contre l'avis de leur confédération. Nous devons continuer comme nous le faisons, à soutenir ces luttes, à éclairer sur le type de syndicalisme qu'il faut construire.

Parce qu'il y a de quoi lutter ! !

L'indemnisation du chômage est une nouvelle fois remise en cause, les patrons déclarent qu'en 2014 ils n'augmenteront pas les salaires, les conditions de vie et de travail se dégradent, l'emploi est soumis au chantage. Pendant ce temps, les résultats financiers des entreprises (2013) commencent à être publiés.

Total réalise un résultat net de 14,3 milliards, Renault un bénéfice net de 586 millions, BNP 5,8 milliards, société générale 2,2 milliards (c'est trois fois plus qu'en 2012), Crédit agricole 2,5 milliards, EDF 3,5 milliards (plus 7,4 % par rapport à 2012). D'ici la fin de la semaine, d'autres résultats vont paraître, ils sont annoncés en hausse par rapport à 2012.

L'initiative de 6 février dernier à l'appel de la seule CGT a démontré qu'il existe une volonté de lutter. La centrale syndicale se joint à l'initiative de FO le 18 mars sous la pression de la base, c'était déjà le cas pour le 6 février. Mais Thierry Lepaon a déjà annoncé qu'il n'irait pas à la manifestation contre le pacte de responsabilité.

Le mécontentement est fort, on le voit au travers des sondages sur la politique du gouvernement, mais on sait bien que pour que ce mécontentement s'exprime dans les luttes revendicatives, les travailleurs doivent s'unir, se rassembler. **Je ne développe pas si ce n'est que pour souligner notre rôle dans le soutien que nous pouvons apporter aux luttes.**

Nous allons nous exprimer sur les élections municipales dès la semaine prochaine, sur notre conception de la commune, son rôle politique. La propagande du pouvoir actuel consiste à faire croire que la commune est hors du champ politique national et ne dépend donc pas des décisions du gouvernement. Il faut que l'on s'exprime sur le sujet comme

nous savons le faire. Rien n'est dit sur les projets de nouveaux transferts de compétences des communes sur les régions, sur l'objectif de faire disparaître des dizaines de milliers de communes, de dizaines de départements, et de transformer les 25 régions actuelles en sept grandes régions pour structurer le capital européen.

La commune est devenue l'instrument de gestion des décisions prises par les régions, on le voit en matière de transport, d'éducation, de santé, de services publics.

Les dotations aux collectivités locales baissent de 1,5 milliards par an, et il est question au travers de la fiscalité locale d'aggraver encore cette situation. Les conséquences on les connaît, privatisation des services, moins d'investissements.

Autre sujet sur lequel il faut que l'on revienne régulièrement parce que là aussi la bataille des idées est intense, c'est la question des « charges » (cotisations sociales). Gattaz en remet une couche aujourd'hui dans « les Échos » : « nous croyons à ce pacte (de responsabilité), la baisse des charges est fondamentale pour avancer, mais elle n'est pas suffisante » et il demande le maintien du Crédit Impôt Compétitivité Emploi (20 milliards), la poursuite des exonérations sur les bas salaires (33 milliards par an) et la suppression des cotisations familiales (35 milliards). On a donc besoin de revenir sur le fond, personne ne le fait parce que tous sont d'accord, on a vu la position des politiques et des centrales syndicales.

Cette pression des multinationales pour accélérer la recherche de profits nouveaux s'accompagne d'une campagne organisée par le pouvoir socialiste pour faire croire que la crise est derrière nous, que les décisions sont bonnes, et qu'il faut poursuivre et accélérer cette politique. On a pu voir et entendre toute la semaine la propagande sur la croissance retrouvée... Je n'en dis pas plus.

Les mêmes moyens et les mêmes arguments sont utilisés partout en Europe.

Plan d'austérité à répétition, propagande identique sur la sortie de crise. En Italie, on remplace un dirigeant par un autre pour restructurer en profondeur la société italienne, autrement dit pour poursuivre et accélérer la politique actuelle, en Espagne, au Portugal, en Grèce, la récession serait vaincue, partout les profits sont à la hausse. L'austérité vécue par les peuples serait donc la seule solution politique possible. Le capital agit partout de la même façon, en France, en Europe, et dans le monde, rien ne doit lui résister. En Europe, il utilise l'austérité pour augmenter les profits, ailleurs il utilise la force, les armes, pour exploiter les peuples et s'accaparer des richesses. L'austérité n'existe pas dans les dépenses militaires, elles sont en augmentation constante.

Les tensions internationales trouvent leurs origines dans la concurrence de plus en plus violente que mènent les multinationales, l'impérialisme Étatsunien et européen. Des feux sont allumés partout, sur tous les continents, en Afrique bien sûr où le pouvoir français est à la pointe, au Mali, en Centrafrique.

Hollande a d'ailleurs reçu les félicitations de l'impérialisme américain pour son action dans les pays d'Afrique.

Moyen-Orient, Libye, Afghanistan, Irak, ou des dizaines de personnes meurent tous les jours dans des attentats. (On remarque la discrétion des médias sur le sujet). C'est l'impasse organisée des "négociations" entre Israël et Palestine. C'est également la situation au Sud-Soudan. À chaque fois les interventions étrangères se font plus précises. C'est le cas au Venezuela où l'impérialisme américain, n'a jamais accepté que ce pays lui échappe. Il tente comme il l'a déjà fait, d'organiser un coup d'état pour renverser le pouvoir actuel. C'est le cas également en Ukraine où les intérêts russes et européens s'affrontent. Citons encore la Corée où les manœuvres militaires menées par la Corée du sud et les américains commencent, l'Iran, la Chine et le Japon, partout sur la planète les tensions s'aiguisent et peuvent dégénérer à tout moment, nous le disons souvent.

Continuons à dénoncer cette situation en restant bien sur les questions de fond, sur le " pourquoi" de cette situation, parce que là aussi la propagande fait rage. Il s'agirait de sauver les peuples menacés par des forces obscures, de rétablir la démocratie, les droits humanitaires. Personne ne dira que l'objectif du capital, nous mis à part, c'est de briser toutes résistances à sa domination. Les partis politiques, les centrales syndicales, celles et ceux qui se réclamaient du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, acceptent la domination de l'impérialisme. Encore une fois répétons-le, on mesure aujourd'hui les conséquences de la disparition de l'URSS.

Notre responsabilité est grande dans cette situation nationale et internationale.

Nous le soulignons à chaque réunion. Notre activité doit coller à cette situation.

Faire connaître "Communiste" plus largement, c'est faire progresser les idées révolutionnaires que nous portons, c'est faire comprendre que la politique actuelle n'est pas la seule possible.

Organisons-nous pour cela.

Des réunions élargies ont eu lieu et vont avoir lieu pour expliquer notre politique, nous renforcer. Il faut vraiment poursuivre, faire plus dans les départements pour nous développer.

Nous avons des outils pour cela. **Notre brochure est prête.** C'est un support politique très important qui aidera le débat national que nous allons engager. Un texte de présentation de la brochure est disponible. C'est une aide pour organiser partout les rencontres. Quelques-unes sont déjà prévues, des invitations à la presse seront lancées. Multiplions partout ces initiatives.

Notre présence dans les luttes avec les travailleurs et appréciée.

Concernant les élections européennes, nous sommes en train de constituer les listes dans toutes les régions.